

PRELEVEMENTS OBLIGATOIRES

Définition

Les **prélèvements obligatoires** sont des impôts, des taxes et des *cotisations sociales* que les agents économiques doivent verser aux administrations publiques (et aux *institutions* européennes).

Explications

1. Les **impôts** sont prélevés sur les agents économiques sans contrepartie directe offerte par les administrations publiques ; ils financent les dépenses publiques de manière indifférenciée.
2. Les **taxes fiscales** sont perçues sur les particuliers en contrepartie d'un service individualisable comme les taxes funéraires ou les taxes sur l'enlèvement des ordures ménagères.
3. Les **cotisations sociales**, quant à elles, financent les organismes de *protection sociale*.

Indicateurs

Il existe deux mesures de l'importance des **prélèvements obligatoires (P.O.)**.

1. La **valeur de ces P.O. en milliards d'euros** par an (1024 milliards d'euros en France en 2020, selon l'INSEE).
2. Le **taux de P.O. : rapport de ces prélèvements au PIB** (44,5 % du PIB en France en 2020, selon l'INSEE).

Tendances

En France, de 1960 à 2010, les **prélèvements obligatoires** ont augmenté de 30 % du PIB à 44,7 % du PIB. Cette augmentation provient essentiellement de l'augmentation de la *fiscalité locale* et des *cotisations sociales*. Le développement du rôle de l'Etat et notamment d'un système de *protection sociale* collectif et public (*famille*, retraites, santé, *chômage* etc.). Ainsi, en 2015, les prélèvements au bénéfice de la sécurité sociale représentaient à eux seuls 24,2 % du PIB (13,5 % pour les prélèvements à destination de l'Etat central).

Enjeux

- Le **taux de prélèvement obligatoire est-il trop élevé en France ?** C'est ce que soutiennent de nombreux économistes. En effet, l'importance des impôts sur le *revenu*, par exemple, réduirait les *incitations* au *travail* notamment ; l'importance des *cotisations sociales* augmenterait le *coût du travail* et donc serait source à la fois de *chômage* et de perte de *compétitivité* des entreprises résidentes. Plus largement, l'intervention de l'Etat réduirait la liberté des acteurs économiques, l'Etat décidant à la place des entreprises ou des individus ce qu'il faut faire de l'argent gagné.
- **Mais, d'autres économistes insistent sur le caractère démocratique des choix de l'Etat** : il n'y aurait pas véritablement contrainte. Ils mettraient aussi en évidence la protection qu'offre l'intervention de l'Etat ce qui nécessite des ressources stables. Ces prélèvements financeraient aussi des **investissements humains et collectifs source de croissance future** et de plus grande liberté réelle (santé, éducation, routes, etc.).
- Enfin, **la question de la structure des prélèvements obligatoires est aussi importante que son niveau** : les cotisations sociales ne sont-elles pas excessives en France (*chômage* et *compétitivité-prix* donc) ? Mais ne sont-elles pas la source d'une démocratie sociale : ces cotisations ne sont-elles pas un prélèvement sur le *salaire* ? Les *partenaires sociaux* mettent ainsi en avant ce mode de financement (assis sur les salaires, *revenu du travail*) pour justifier leur rôle dans la gestion d'une grande partie du système de *protection sociale* en France.

Erreurs Fréquentes

- Croire que les **prélèvements obligatoires** ne sont qu'une fuite hors du circuit économique alors qu'ils financent des dépenses très diverses [par exemple, en soutenant l'activité - donc les revenus - du secteur privé, notamment par des aides publiques].

<http://ses.webclass.fr/> (+ modifications et mises à jour personnelles)